

PREFECTURE DE L'HERAULT

DIRECTION de l'ADMINISTRATION
GENERALE et de la REGLEMENTATION

Bureau de la Réglementation

Tél : 63-90-34 - Poste 422

REFERENCE A RAPPELER :

ADM/GG-SM

- n° 80-73 -

LE PREFET DE LA REGION LANGUEDOC

ROUSSILLON

PREFET DE L'HERAULT

Officier de la Légion d'Honneur,

- VU ensemble la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour son application,
- VU la demande formulée par le Directeur Technique de la Société d'Exploitation Générale des Produits Industriels (S.E.G.) qui sollicite l'autorisation d'exploiter en zone industrielle de POUSSAN une usine de fabrication de vernis, de résines et d'isolants,
- VU le plan des lieux,
- VU l'avis de M. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie - Région Languedoc-Roussillon, Inspecteur des installations classées,
- VU l'arrêté préfectoral du 14 janvier 1980 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique d'un mois du 12 février au 12 mars 1980 inclus, sur le territoire de la commune de POUSSAN à l'égard de cette demande,
- VU le procès-verbal d'enquête,
- VU l'avis de M. le Commissaire-enquêteur,
- VU l'arrêté préfectoral du 17 juin 1980 prolongeant le délai imparti pour statuer sur la demande, lequel arrive à expiration le 20 septembre 1980,
- VU l'avis de M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi,
- VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement,
- VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture,
- VU l'avis de M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- VU l'avis de M. le Délégué Régional à l'Architecture et à l'Environnement pour la Région du Languedoc-Roussillon,
- VU la délibération du Conseil Municipal de POUSSAN en date du 26 mars 1980,
- VU la délibération du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 31 juillet 1980,

CONSIDERANT que le Conseil Municipal de GIGEAN ne s'est pas prononcé sur le projet en cause dans le délai imparti,

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de l'Hérault,

- A R R E T E -

ARTICLE 1°.- La Société d'Exploitation Générale des Produits Industriels (S.E.G.) à POUSSAN est autorisée à exploiter, sur le territoire de cette commune, en zone industrielle, une usine de fabrication de vernis, de résines et d'isolants et activités annexes.

Les activités qui ne relèvent pas de la législation sus-visée incluses au tableau de l'article 2 sont soumises de plein droit, en application de l'article 19 du décret du 21 septembre 1977, aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 .- CONDITIONS GENERALES de l'AUTORISATION -

2 - 1 Caractéristiques de l'établissement :

Cet établissement comporte les activités suivantes :

n° de la rubrique	Nom de l'activité	Capacité réelle de l'installation envisagée	Classement
94-1°-a	Application d'enduits élastomères méthane	50 kg/j	Autorisation
342 bis-C-2°	Emploi et stockage de peroxydes organiques des catégories de risques 2 et 3 de stabilité thermique S 3	20 kg	Autorisation
406-1°-b	Séchage de vernis à base de liquides inflammables de 1ère catégorie dans un four vertical à la température de 110° C par air chaud		Autorisation
253-B	Stockage extérieur de liquides inflammables de 1ère catégorie	7 réservoirs de 8 m ³ = 56m ³ 20 fûts de 0,200m ³ = 4m ³ 60m ³	Déclaration
272-A-2° et B	Emploi de matières plastiques et de résines synthétiques (polymérisation à froid, découpage, application		Déclaration

405-B-2°-b	Application "au trempé" de vernis à base de liquides inflammables de 1ère catégorie	Bac de stockage : 60 litres	Déclaration
120-II	Procédé de chauffage employant comme transmetteur de chaleur un fluide thermique dont la température d'utilisation est inférieure au point de feu	Quantité inférieure à 125 litres	Non classable
261-A	Mélange à froid de liquides inflammables de 1ère catégorie	5 cuves de 800 litres=4 m3 4 mélangeurs de 150 litres..... =0,6m3 4,6m3	Non classable

2 - 2 Conformité aux plans et données techniques :

L'installation sera disposée et aménagée conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de la demande. Tout projet de modification devra, avant réalisation, faire l'objet d'une demande au Préfet.

2 - 3 Réglementations particulières :

Sans préjudice des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté, les textes suivants sont applicables à l'installation :

- instruction du 6 j u i n 1953 relative au rejet des eaux résiduaires
- instruction du 21 juin 1976 relative aux bruits de installations classées,
- instruction du 12 août 1976 relative aux dépôts et ateliers où l'on emploie des peroxydes organiques.

ARTICLE 3 .- Prévention de la pollution des eaux -

3 - 1 Principes généraux :

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

A défaut d'autres prescriptions du présent arrêté, l'installation est soumise à l'instruction du 6 juin 1953.

3 - 2 Prévention de la pollution accidentelle des eaux -

Toutes dispositions seront prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution d'eaux.

Le sol des endroits où sont stockés ou manipulés des produits susceptibles d'être à l'origine d'une pollution (stockage des liquides inflammables, de résines et vernis, de peroxydes et les ateliers où ces produits sont utilisés) devra être étanche et aménagé de façon à former cuvette de rétention.

3 - 3 Règles d'exploitation :

L'exploitant tiendra à jour un schéma des circuits d'eaux faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux de toute origine. Ce schéma sera tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les effluents, eaux vannes et eaux usées seront raccordés au réseau d'assainissement communal existant.

3 - 4 Dispositif de rejet :

Les ouvrages d'évacuation des eaux devront être en nombre aussi limité que possible et comporter un dispositif aménagé de manière à réduire au minimum la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur aux abords du point de rejet.

Le dispositif de rejet doit être aisément accessible aux agents chargés du contrôle des déversements. Il sera, en particulier, aménagé de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.

3 - 5 Contrôle des rejets :

A la demande de l'inspecteur des installations classées, il pourra être procédé à des prélèvements des rejets d'eaux usées et à leur analyse ainsi qu'à la mesure du débit des effluents. Les dépenses qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 .- PREVENTION de la POLLUTION ATMOSPHERIQUE -

4 - 1 Principes généraux :

L'émission dans l'atmosphère de fumées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites est interdite.

4 - 2 Règles d'aménagement :

Les caractéristiques de construction et d'équipement des installations de combustion doivent permettre une bonne diffusion des gaz de combustion de façon à ne pas engendrer de gêne dans les zones accessibles à la population.

La forme du conduit de fumée, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension des gaz de combustion dans l'atmosphère.

4-2-1 - Caractéristiques de la cheminée :

La construction de la cheminée doit être conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

4-2-2 - Autres émanations :

Les valeurs à l'émission de rejets d'acétate d'éthyle en provenance du four seront limitées à 170 mg/Nm³ pour un débit massique de 3,5 kg/h.

Le rejet dans l'atmosphère ne pourra se faire que par des cheminées s'élevant au moins à 2 m. au-dessus des cheminées voisines dans un rayon de 50 m.

4- 3 Règles d'exploitation :

Les installations de combustion et les générateurs visés par les dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 devront être équipés d'appareils de réglage des feux et de contrôle conformes aux dispositions des articles 5 et 9 de l'arrêté sus-visé et agréés suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 avril 1977.

Installations de combustion :

Les visites et examens approfondis périodiques des installations consommant de l'énergie thermique prévus par l'arrêté du 5 juillet 1977 seront effectués en temps utile.

Les résultats des contrôles et les comptes rendus d'entretien des installations de combustion seront portés sur le livret de chaufferie prévu par l'arrêté interministériel du 20 juin 1975 (articles 24 et 25).

Poussières :

L'établissement sera tenu dans un état de propreté satisfaisante et les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation feront l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter l'envol de poussières.

Combustion de déchets :

La combustion notamment à l'air libre de déchets susceptibles de dégager des fumées ou des odeurs gênantes pour le voisinage est interdite.

4 - 4 Mesures et contrôles des émissions :

Des mesures périodiques ou occasionnelles pourront à tout moment être prescrites par l'inspecteur des installations classées tant à l'émission que dans l'environnement de l'établissement. Les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 .- PREVENTION des RISQUES d'INCENDIE et d'EXPLOSION -

5 - 1 Principes généraux :

Toutes dispositions seront prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

5 - 2 Règles de construction :

- Atelier de fabrication des vernis -

Les matériaux de construction présenteront les caractéristiques suivantes définies par le décret n° 57-1161 du 17 octobre 1957 et les textes pris pour son application :

- parois coupe-feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible.

Les portes donnant vers l'intérieur seront coupe-feu de degré une demi-heure, celles donnant vers l'extérieur seront pare-flammes de degré une demi-heure. Elles seront à fermeture automatique et s'ouvriront vers l'extérieur.

Le sol sera imperméable et incombustible et formera cuvette de rétention.

- Dépôt de peroxydes organiques -

Le dépôt sera installé dans un local indépendant construit en matériaux incombustibles. Le sol du dépôt sera imperméable et formera cuvette de rétention.

Il sera affecté uniquement au stockage des peroxydes organiques et des préparations en contenant. Il est interdit d'y entreposer d'autres produits, par exemple des accélérateurs de polymérisation.

Le dépôt sera séparé par une distance de 3 m. ou un mur coupe-feu de degré 2 h. de la limite de propriété ainsi que de tout local renfermant des produits inflammables ou occupé par des tiers.

- Installation de combustion -

Le local abritant la chaudière sera construit en matériaux incombustibles et coupe-feu de degré 2 h. Il sera sans communication directe avec les ateliers ou magasins de l'établissement.

- Tuyauteries -

Les tuyauteries et leurs accessoires devront éventuellement satisfaire aux réglementations en vigueur et, en outre, aux normes françaises homologuées quand elles existent. Lorsque des canalisations de liquides inflammables sont posées en caniveaux, ceux-ci doivent être équipés de dispositifs appropriés évitant la propagation du feu.

Les canalisations seront repérées par des marques conventionnelles compte tenu de la nature des fluides véhiculés.

Les canalisations dans lesquelles sont véhiculés des liquides inflammables seront conçues de telle manière à éviter toute fuite : à cet effet, elles présenteront le minimum de brides et devront comporter des robinets ou vannes d'arrêt judicieusement répartis, permettant d'isoler toute partie qui viendrait à être reconnue défectueuse.

- Ventilation -

Tous les ateliers ou locaux dans lesquels sont mis en oeuvre des liquides inflammables ou toxiques ou dans lesquels peuvent se dégager des gaz ou vapeurs inflammables ou toxiques, doivent être conçus et aménagés de telle sorte que la ventilation naturelle assure en permanence une bonne dilution, de manière à éviter que leur atmosphère soit explosive ou toxique.

Les divers équipements seront notamment disposés judicieusement pour faciliter cette dispersion de manière à ne pas incommoder le personnel ou le voisinage.

Toutes dispositions seront prises afin d'éviter également l'accumulation de vapeurs toxiques ou gaz inflammables dans les parties basses des diverses installations, ainsi que dans les fosses ou caniveaux.

En cas d'impossibilité, il conviendra de recourir à une ventilation artificielle efficace.

5 - 3 Règles d'aménagement :

Les moyens de chauffage devront être choisis de façon à ne pas augmenter le risque d'incendie propre à l'établissement.

Toutes dispositions devront être prises pour maintenir à l'intérieur du dépôt de peroxydes, une température inférieure à celle de décomposition des produits entreposés. La réfrigération ou la climatisation s'il y a lieu du dépôt sera assurée par un appareillage extérieur à celui-ci.

Le transvasement des peroxydes organiques doit s'effectuer à l'extérieur du dépôt dans un local aménagé à cet effet.

Les installations électriques devront être effectuées conformément aux règles de l'art et notamment aux normes U T E.

En outre, les installations de l'atelier de fabrication des vernis seront réalisées avec du matériel d'un type agréé, en application de la réglementation sur le matériel électrique utilisable dans les atmosphères explosives (Décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 portant règlement de la construction du matériel électrique utilisable en atmosphère explosive, arrêté du 9 août 1978 portant dispositions relatives à la construction du matériel en atmosphère explosive dans les lieux autres que les mines grisouteuses).

Des rapports de contrôle seront établis et devront être mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les installations seront soumises à la circulaire du 22 octobre 1951 concernant la protection des établissements industriels contre les dangers de la foudre et toutes dispositions seront prises contre l'accumulation éventuelle d'électricité statique.

5 - 4 - Dispositifs de lutte contre l'incendie :

Les moyens de lutte contre l'incendie sont les suivants :

- a) - 1 borne à incendie (communale) à l'entrée de l'usine,
- b) - R.I.A. alimentés par l'eau communale (pression 6 bars),
- c) - Extincteurs.

R I A - Autotal 8 postes :

- 4 postes sont disposés dans le couloir central de circulation desservant de part et d'autre les ateliers,
- 1 poste est situé dans le hall de réception,
- 1 poste est disposé à l'entrée de chaque étage des bureaux, soit 3 postes.

EXTINCTEURS - 18 appareils SICLI, de différents types, sont répartis dans les ateliers et locaux en fonction des risques et de la façon suivante :

Hall de réception :

- 1 appareil mural à poudre sèche, type PS - 66 -

Laboratoire :

- 2 appareils muraux à poudre, type Mono P 6 -

Atelier mécanique :

- 1 appareil mural eau pulvérisée, type Mono E 9 -

Atelier de stockage :

- 1 appareil mural eau pulvérisée, type Mono E 9,
- 1 appareil sur roues C O2, type Cycloneige -

Atelier d'expéditions :

- 1 appareil mural eau pulvérisée, type Mono E 9,
- 1 appareil sur roues C O2, type Cycloneige -

Atelier du four :

- 1 appareil sur roues poudre sèche, type PS - 50,
- 2 appareils sur roues C O2, type Cycloneige -

Ateliers vernis :

- 1 appareil sur roues poudre sèche, type PS - 50,
- 2 appareils sur roues C O2, type Cycloneige -

Atelier de contrecollage :

- 1 appareil sur roues C O2, type Cycloneige,
- 1 appareil mural C O2, type MC 6,
- 1 appareil mural poudre sèche, type PS 66 -

Stockage extérieur :

- 1 appareil sur roues C O2, type Cycloneige.

Ces dispositifs seront complétés par un second poteau d'incendie disposé dans la cour intérieure située sur la façade Sud du bâtiment ateliers.

Ces deux points d'eau doivent permettre de disposer en tout temps d'un débit de 120 m³/h.

En outre, compte tenu des risques de feu de broussailles et d'herbes sèches, il importe que toutes dispositions soient prises afin de protéger les dépôts et ateliers.

5 - 5 Règles d'exploitation :

Le personnel chargé du dépôt de peroxydes et travaillant dans l'atelier de fabrication des vernis sera spécialement instruit des dangers présentés par ces produits, ainsi que de la nature du matériel et des substances qui ne doivent pas entrer en contact avec les peroxydes.

Un équipement de sécurité (lunettes, gants, vêtements, etc...) adéquat et en quantité suffisante sera mis à la disposition de ce personnel.

Le dépôt de peroxydes sera maintenu en état constant de propreté. Tout produit répandu accidentellement devra être enlevé aussitôt et détruit ou neutralisé suivant une consigne prévue d'avance pour chaque qualité de peroxyde.

Il est interdit d'introduire un objet ayant un point en ignition, de pénétrer avec une flamme et de fumer dans les locaux où sont manipulés ou entreposés des peroxydes organiques.

L'emploi d'outil pouvant provoquer une étincelle y sera aussi strictement prohibé. Ces interdictions seront affichées en caractères très apparents dans chaque local et extérieurement sur les portes d'entrée.

Une consigne sera rédigée par l'exploitant renfermant entre autres prescriptions :

- les premiers soins à donner à une personne atteinte par les produits

- le port de l'équipement de protection et de sécurité,
- la destruction des déchets et des emballages perdus.

Des consignes affichées prévoiront :

- les interdictions de fumer et de feux nus, l'enlèvement des folles poussières et des déchets susceptibles de faciliter la propagation d'un incendie,
- l'exécution des rondes de surveillance,
- la conduite à tenir en cas de sinistre.

Par ailleurs, toutes dispositions seront prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention rapide des équipes de secours.

ARTICLE 6 .- PREVENTION DU BRUIT et des TREPIDATIONS -

6 - 1 L'installation sera construite, équipée et exploitée conformément à l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

6-2 - Les véhicules et les engins de chantier, les groupes électrogènes et motocompresseurs, les matériels divers utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969).

6 - 3 L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6 - 4 En limite de propriété de l'établissement, les niveaux acoustiques limites admissibles à ne pas dépasser sont les suivants :

Niveau limite en dB (A)		
Jour	Période intermédiaire	Nuit
65	60	55

6 - 5 L'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

ARTICLE 7 .- ELIMINATION des DECHETS -

Principes généraux :

Les déchets seront éliminés conformément aux dispositions de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 et des textes pris pour son application, dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, à dégrader les sites ou les paysages, à polluer l'air ou les eaux, à engendrer des bruits et des odeurs et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

ARTICLE 8 .- PREVENTION de la PROLIFERATION des MOUCHES et des RONGEURS -

Toutes dispositions seront prises pour éviter la prolifération des mouches, des rongeurs ou insectes.

ARTICLE 9 .- Concurrément avec les dispositions ci-dessus, les prescriptions des arrêtés types n° 253, 272 et 405 ci-annexés sont applicables.

ARTICLE 10.- L'exploitant devra se soumettre aux visites de l'établissement qui seront effectuées par des agents désignés à ce effet.

ARTICLE 11.- Indépendamment des prescriptions figurant ci-dessus, le permissionnaire devra se conformer à toutes celles que l'administration pourrait juger utile de lui prescrire ultérieurement s'il y a lieu, en raison des dangers ou des inconvénients que son exploitation pourrait présenter pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et pour la conservation des sites et monuments.

ARTICLE 12.- L'exploitant devra se conformer, par ailleurs, aux prescriptions édictées chapitres I et II du livre II du code du travail et des textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, notamment à celles précisées par le décret n° 62-1454 du 14 novembre 1962 relatif à la protection des travailleurs contre les courants électriques.

ARTICLE 13.- Tout accident ou incident survenant du fait du fonctionnement de l'établissement, de nature à accentuer les risques ou la gêne inhérents à son exploitation devra être déclaré, sans délai, à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 14.- Toute adjonction à l'établissement d'une autre industrie classée devra faire l'objet d'une nouvelle demande ou d'une déclaration selon le cas.

ARTICLE 15.- Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage ou du travail entraînant une modification

notable des conditions imposées, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalablement aux changements projetés.

ARTICLE 16.- Si l'établissement autorisé change d'exploitant, le successeur ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 17.- La présente autorisation cessera de produire effet si le les activités autorisées n'ont pas été mises en service dans/délai de trois ans à compter de la date de sa notification, sauf le cas de force majeure.

Semblable déchéance sera encourue s'il y a cessation de l'exploitation pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

S'il est mis fin définitivement à ces activités, le bénéficiaire de l'autorisation devra en informer le Préfet dans le mois suivant la date de l'arrêt de l'exploitation. Le site de l'installation devra être remis dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient pour le voisinage.

ARTICLE 18.- Le contrôle de l'établissement sera assuré par le Directeur Interdépartemental de l'Industrie, Région Languedoc-Roussillon, Inspecteur des installations classées et par le Directeur départemental du Travail et de l'Emploi.

ARTICLE 19.- L'inobservation des conditions imposées par le présent arrêté et des dispositions légales applicables aux installations classées est susceptible d'entraîner la fermeture de cet établissement qui serait poursuivie par les voies de droit sans préjudice des sanctions pénales prévues par la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 20.- La présente autorisation est accordée exclusivement au titre de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Elle ne vaut pas permis de construire ni autorisation de voirie.

ARTICLE 21.- Le présent arrêté sera immédiatement notifié au permissionnaire dans la forme administrative et une ampliation demeurera déposée à la mairie de POUSSAN où elle pourra être consultée.

Un extrait de l'arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; un extrait identique sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

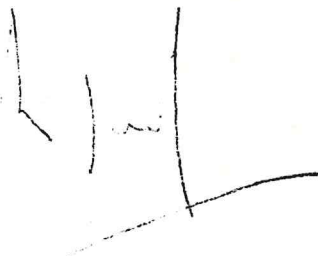
ARTICLE 22 - MM. le Secrétaire Général de l'Hérault, le Directeur Interdépartemental de l'Industrie, Région Languedoc-Roussillon, Inspecteur des installations classées, le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de la Protection Civile, Inspection départementale des Services d'Incendie et de Secours, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture, le Délégué Régional à l'Architecture et à l'Environnement pour la Région Languedoc-Roussillon et le Maire de POUSSAN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MONTPELLIER, le 10 SEPTEMBRE 1980.

POUR LE PREFET
LE SECRETAIRE GENERAL, p.i.

Claude FAURE.

POUR AMPLIATION
LE CHEF DE BUREAU,

A handwritten signature in black ink, consisting of several vertical and diagonal strokes, located below the text 'LE CHEF DE BUREAU,'.

ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ou INCOMMODES de 3° CLASSE

ARTICLE 24 du DECRET du 1er Avril 1964

EXTRAIT de l'ARRETE PREFECTORAL du 3 SEPTEMBRE 1975

ARRETES-TYPE N°s 272-A-2 et 272-B

EMPLOI DE MATIERES PLASTIQUES OU RESINES SYNTHETIQUES

autres que le celluloïd

A - Comportant des opérations telles que moulage, trempage, extrusion, polymérisation à chaud ou à froid, application au pinceau ou par pulvérisation, etc... :

2° - Quand l'établissement n'émet pas de vapeurs, gaz fumées ou émanations odorantes ~~ou~~ qu'il se trouve à plus de 20 m. d'un immeuble habité par des tiers.

B - Exclusivement par procédés mécaniques tels que découpage, sciage, moulage, etc...

! P R E S C R I P T I O N S !

1° - L'atelier sera situé et installé conformément au plan joint à la déclaration.

Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une déclaration au Préfet;

2° - Les odeurs produites au cours des opérations de moulage seront captées par un dispositif spécial, capable de les retenir intégralement et d'empêcher leur diffusion dans le voisinage;

3° - Les fenêtres et issues de l'atelier où est effectué le moulage seront maintenues constamment fermées au cours de ces opérations;

4° - Il est interdit de brûler les déchets de fabrication;

5° - Toutes dispositions seront prises pour ne pas gêner les voisins par la dispersion des poussières;

6° - Il est interdit de projeter dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments ou à la beauté des sites;

7° - L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

.../...

- Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 relative au bruit des installations relevant de la loi sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes lui sont applicables.

- Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969).

- L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.. gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

8° - L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, seaux-pompes, extincteurs, seaux et sable, tas de sable meuble avec pelles, etc..;

9° - Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels (rivières, lacs etc..). Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions de l'instruction du Ministre du Commerce en date du 6 juin 1953 (Journal Officiel du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

En cas d'évacuation intermittente d'eaux résiduaires, le rejet devra également être conforme aux prescriptions de ladite instruction.

10° - L'Installation électrique sera entretenue en bon état; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

11° - Les éléments de construction de l'atelier présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré 2 heures;
 - couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré 2 heures;
 - portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré une demi-heure;
 - portes donnant vers l'extérieur pare-flammes de degré une demi-heure.
-

La chaudière sera située dans un local extérieur à l'atelier ; si ce local est contigu à l'atelier d'application, il en sera séparé par une cloison pleine de résistance coupe-feu de degré deux heures.

Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

10° Il est interdit d'apporter dans l'atelier du feu sous une forme quelconque ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans les locaux de travail et sur les portes d'accès.

11° On pratiquera de fréquents nettoyages, tant du sol que de l'intérieur des hottes et des conduits d'aspiration et d'évacuation des vapeurs, de manière à éviter toute accumulation de poussières et vernis secs susceptibles de s'enflammer ; ce nettoyage sera effectué de façon à éviter la production d'étincelles ; l'emploi de lampe à souder ou d'appareils à flammes pour effectuer ce nettoyage est formellement interdit.

12° Si l'industriel se livre à la peinture d'automobiles, celles-ci ne devront pas contenir d'essence dans le réservoir (liquide ou vapeur d'essence).

13° On ne conservera dans l'atelier que la quantité de produit nécessaire pour le travail de la journée et, dans les cabines, celle pour le travail en cours ; elle ne pourra dépasser 25 litres.

14° Le local comprenant le stock de vernis de l'établissement sera placé en dehors de l'atelier, à une distance suffisante pour qu'il ne puisse y avoir propagation ou risque d'incendie.

Le sol de ce local sera imperméable, incombustible et disposé en forme de cuvette pouvant retenir la totalité des liquides inflammables entreposés.

L'industriel devra, en outre, se conformer aux arrêtés visant les dépôts de cette nature si le stock est suffisant pour en entraîner le classement.

15° Il est interdit d'utiliser à l'intérieur des ateliers des liquides inflammables pour un nettoyage quelconque (mains, outils, etc.).

16° L'application de vernis à base d'huiles siccatives est interdite dans l'atelier.

17° L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, seaux-pompes, extincteurs, seaux de sable, tas de sable meuble avec pelles, etc.

18° L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 relative au bruit des installations relevant de la loi sur les installations classées lui sont applicables.

19° Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels (rivières, lacs, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions de l'instruction du ministre du commerce en date du 6 juin 1953 (*Journal officiel* du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

En cas d'évacuation intermittente d'eaux résiduaires, le rejet devra également être conforme aux prescriptions de ladite instruction.

20° La ventilation mécanique sera suffisante pour éviter que les vapeurs puissent se répandre dans l'atelier et ces dernières seront refoulées au-dehors par une cheminée de hauteur telle que les évacuations ne puissent incommoder le voisinage.

Les vapeurs provenant de l'aération des étuves seront évacuées dans les mêmes conditions.

21° Le séchage ou la cuisson ne pourront être effectués dans l'atelier d'application que si ces opérations ne sont pas classables ou sont classables en 3^e classe (rubrique 406).

Beil.

N° 405. — Vernis, peintures, encres d'impression (Application à froid sur support quelconque de) à l'exclusion du vernis gras.

1° L'atelier sera situé et installé conformément au plan joint à la déclaration.

Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une déclaration au préfet.

2° La quantité de vernis présent dans l'atelier n'excédera pas 200 litres si ces vernis renferment, en quantité quelconque, des liquides inflammables de première catégorie de point d'éclair inférieur à 21 °C, 600 litres s'il est fait usage uniquement de vernis à l'alcool et de vernis aux liquides inflammables de point d'éclair supérieur ou égal à 21 °C, mais inférieur à 55 °C, à 2 000 litres s'il est fait usage uniquement de vernis à l'alcool.

3° Les éléments de construction de l'atelier d'application de vernis présenteront les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes :

Murs et parois : coupe-feu de degré deux heures ;
Portes : pare-flammes de degré une demi-heure ;
Couverture : incombustible ;
Plancher haut : coupe-feu de degré une heure ;
Sol : incombustible.

4° L'atelier ne sera jamais installé en sous-sol.

Les locaux adjacents à l'atelier auront une issue de dégagement indépendante.

Les portes de l'atelier, au nombre de deux au moins, seront munies chacune d'un rappel autonome de fermeture ou d'un dispositif de rappel automatique asservi au pistolet ; elles s'ouvriront dans le sens de la sortie et ne comporteront aucun dispositif de condamnation (serrure, verrou, etc.).

5° Un dispositif efficace de captation ou de désodorisation des gaz, vapeurs, poussières (tel que colonne de lavage, appareil d'absorption, filtres, etc.) pourra être exigé si, en raison des conditions d'installation ou d'exploitation de l'atelier, le voisinage reste incommodé par les odeurs ou par les poussières.

En aucun cas les liquides récupérés ne devront être rejetés à l'égout.

6° L'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre ou, à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites « baladeuses ».

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit ; l'installation sera périodiquement examinée et maintenue en bon état.

Les commutateurs, les coupe-circuit, les fusibles, les moteurs et les rhéostats seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles, tels que « appareillage étanche aux gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile », etc. Dans ce cas, une justification que les appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'inspecteur à l'exploitant ; celui-ci devra faire établir cette attestation par la société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des établissements classés.

7° bis Toutes les parties métalliques (éléments de construction, hottes ou conduits, objets à vernir, supports, appareils d'application par pulvérisation) seront reliées à une prise de terre, conformément aux normes en vigueur.

8° Un coupe-circuit multipolaire, placé au-dehors de l'atelier et dans un endroit facilement accessible, permettra l'arrêt des ventilateurs au cas d'un début d'incendie.

9° Le chauffage de l'atelier ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau ou vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant par 150 °C.

Règles de classement :

Dépôts aériens de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) représentant une capacité nominale totale supérieure à 10 m3 mais inférieure ou égale à 100 m3.

Si ces liquides sont contenus dans des réservoirs enterrés tels qu'ils sont définis par l'instruction du 17 avril 1975, les quantités déterminant le seuil de classement sont doublées s'il s'agit de réservoirs enfouis, quintuplées s'il s'agit de réservoirs en fosse ou assimilés.

En outre, les liquides peu inflammables et les liquides inflammables de 2ème catégorie réchauffés dans leur masse à une température supérieure à leur point d'éclair sont assimilés à des liquides inflammables de 1ère catégorie.

NOTA - Tout dépôt comprenant des stockages de liquides inflammables de catégories différentes, et éventuellement des gaz combustibles, est assimilé à un dépôt unique du produit le plus sensible aux risques d'incendie dès lors que les distances entre réservoirs ne remplissent pas toutes les conditions imposées pour les dépôts distincts par les règlements en vigueur et les dispositions particulières aux stockages des produits considérés.

Tableau des dépôts soumis à déclaration :

Catégorie de Liquide	QUANTITES LIMITES (en m3)					
	Dépôt aérien		Dépôt enterré			
			enfoui		en fosse ou assimilé	
	Limite Inférieure	Limite Supérieure	Limite Inférieure	Limite supérieure	Limite Inférieure	Limite Supérieure
Particulièrement inflammable	+de 0,5	5	+ de 1	10	+de 2,5	25
1ère catégorie (et alcools d'un titre supérieur à 60° GL) ou liquides de 2ème catégorie et liquides peu inflammables réchauffés au-dessus de leur point d'éclair	" 10	100	" 20	200	" 50	500
2ème catégorie (et alcools d'un titre supérieur à 40° GL mais inférieur ou égal à 60° GL)	" 30	300	" 60	600	" 150	1.500
Peu inflammables...	" 150	1.500	" 300	3.000	" 750	7.500

N°253 - DEPOTS DE LIQUIDES INFLAMMABLES -

Les liquides inflammables, quelle que soit leur nature, sont répartis en quatre catégories conformément aux définitions ci-après. Le point d'éclair est déterminé suivant les modalités techniques définies par l'AFNOR et conformément aux spécifications administratives éventuellement applicables.

Chaque catégorie est affectée d'un coefficient qui, appliqué aux quantités indiquées pour le classement de la catégorie de référence (coefficient 1) détermine le seuil de classement de la catégorie considérée.

Définitions :

- A - Liquides particulièrement inflammables (coefficient 1/20)
oxyde d'éthyle, sulfure de carbone et tous liquides dont le point d'éclair est inférieur à 0°C et dont la pression de vapeur à 35°C est supérieure à 1 013 millibars.
- B - Liquides inflammables de la 1ère catégorie (coefficient 1)
tous liquides dont le point d'éclair est inférieur à 55°C et qui ne répond pas à la définition des liquides particulièrement inflammables.
- Sont assimilés aux liquides inflammables de 1ère catégorie les alcools de toute nature dont le titre est supérieur à 60° GL (1).
- C - Liquides inflammables de la 2ème catégorie (coefficient 3),
tous liquides dont le point d'éclair est supérieur ou égal à 55°C et inférieur à 100 °C sauf les fuels (ou mazout) lourds.
- Sont assimilés aux liquides inflammables de 2ème catégorie, les alcools de toute nature dont le titre est supérieur à 40°GL (1) mais inférieur ou égal à 60° GL.
- D - Liquides peu inflammables (coefficient 15) : fuels (ou mazout) lourds tels qu'ils sont définis par les spécifications administratives.

(1) Titre indiqué par l'alcoomètre de Gay-Lussac étalonné pour donner la concentration en volume d'une solution eau-alcool à la température de 15°C.

-portes donnant vers l'extérieur pare-flammes de degré une demi-heure,

Les portes s'ouvriront vers l'extérieur et devront permettre le passage facile des emballages.

Ce local ne commandera ni un escalier, ni un dégagement quelconque.

Ce local sera largement ventilé, toutes dispositions étant prises pour qu'il ne puisse en résulter d'inconfort, de gêne ou de danger pour les tiers.

7° - Si le dépôt est installé dans un bâtiment à usage multiple, habité ou occupé, il ne devra pas être placé directement sous un étage habité, sauf s'il s'agit de liquides inflammables de 2ème catégorie ou de liquides peu inflammables.

Cuvettes de rétention

8° - Chaque réservoir ou ensemble de réservoirs ou de récipients doit être associé à une cuvette de rétention qui devra être maintenue propre et son fond désherbé.

9° - Lorsque le dépôt est situé dans une zone de protection des eaux définies par arrêté préfectoral en application de la circulaire du 17 juillet 1973 relative aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables, la cuvette de rétention devra être étanche.

Un dispositif de classe MO (incombustible), étanche en position fermée et commandé de l'extérieur de la cuvette de rétention devra permettre l'évacuation des eaux.

Lorsque les cuvettes de rétention sont délimitées par des murs, ce dispositif devra présenter la même stabilité au feu que ces murs.

10° - La capacité de la cuvette de rétention devra être au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs ou récipients contenus.

Toutefois, pour les stockages de fuel-oils lourds, la capacité de la cuvette peut correspondre à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 50 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 20 % de la capacité globale des réservoirs contenus.

11° - Si les parois de la cuvette de rétention sont constituées par des murs, ceux-ci devront présenter une stabilité au feu de degré 4 heures, résister à la poussée des produits éventuellement répandus et ne pas dépasser 3 mètres de hauteur par rapport au niveau du sol extérieur.

DISPOSITIONS GENERALES -

Implantation -

1° - Le dépôt sera implanté, réalisé et exploité conformément aux prescriptions du présent arrêté.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation ou de son mode d'utilisation doivent être portés à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

2° - Les réservoirs enterrés devront répondre aux conditions fixées par la circulaire du 17 juillet 1973, la circulaire et l'instruction du 17 avril 1975 relatives aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables.

3° - Si le dépôt est en plein air ou dans un bâtiment affecté à l'usage exclusif du dépôt, son accès sera convenablement interdit à toute personne étrangère à son exploitation.

4° - Si le dépôt est en plein air et s'il se trouve à moins de 6 mètres de bâtiments occupés ou habités par des tiers, ou d'un emplacement renfermant des matières combustibles, il en sera séparé par un mur en matériaux incombustibles coupe feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 2 mètres. Si ces bâtiments voisins touchent le mur, le dépôt sera surmonté d'un auvent incombustible et pare-flammes de degré 1 heure, sur une largeur de 3 mètres en projection horizontale à partir du mur séparatif.

5° - Si le dépôt est dans un bâtiment à usage simple, d'un seul niveau et de plain pied, les éléments de construction du bâtiment présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- paroi coupe-feu de degré 2 heures,
- couvertures incombustibles.

Le local sera convenablement ventilé et les portes, pare-flammes de degré une demi-heure, s'ouvriront vers l'extérieur.

6° - Si le dépôt est situé dans un bâtiment à usage multiple éventuellement surmonté d'étages, les éléments de construction du local du dépôt, qui sera installé en rez-de-chaussée ou en sous-sol, présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- paroi coupe-feu de degré 2 heures,

- couverture incombustible ou plancher haut coupe feu de degré 2 heures,

- portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré une demi-heure,

...../.....

14° - Les réservoirs visés au 13° devront subir, sous le contrôle d'un service compétent, un essai de résistance et d'étanchéité comprenant les opérations suivantes :

a) 1er essai :

- remplissage d'eau jusqu'à une hauteur dépassant de 0,10 mètre la hauteur maximale d'utilisation,
- obturation des orifices,
- application d'une surpression de 5 millibars par ajout de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir une surpression.

b) 2ème essai :

- mise à l'air libre de l'atmosphère du réservoir,
- vidange partielle jusqu'à une hauteur d'environ 1 mètre (cette hauteur devant être d'autant plus faible que la capacité du réservoir est elle-même faible),
- obturation des orifices,
- application d'une dépression de 2,5 millibars par vidange de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir cette dépression.

Equipements des réservoirs

15° - Les réservoirs devront être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent se déplacer sous l'effet du vent, des eaux ou des trépidations.

16° - Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc...

Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les vannes de piètement devront être en acier ou en fonte spéciale présentant les mêmes garanties d'absence de fragilité.

17° - Les canalisations devront être métalliques, être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

18° - Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu.

Ce dispositif ne devra pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.

...../.....

Réservoirs

12° - Les liquides inflammables seront renfermés dans des récipients qui pourront être soit des bidons, soit des fûts, soit des réservoirs fixes.

Ces récipients seront fermés. Ils devront porter en caractères lisibles, la dénomination du liquide renfermé. Ils seront incombustibles, étanches, construits selon les règles de l'art et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Les liquides inflammables nécessitant un réchauffage seront exclusivement stockés dans des réservoirs métalliques.

Le dépôt ne contiendra des liquides inflammables dans des récipients en verre que si ces derniers ont une capacité unitaire maximum de 2 litres ou s'ils sont garantis par une enveloppe métallique étanche, convenablement ajustée pour les protéger efficacement. Les récipients en verre non garantis par une enveloppe métallique seront stockés dans des caisses rigides comportant des cloisonnements empêchant le heurt de 2 récipients.

13° - Les réservoirs fixes métalliques devront être construits en acier soudable. Ils peuvent être de différents types, généralement cylindriques à axe horizontal ou vertical.

1° - S'ils sont à axe horizontal, ils devront être conformes à la norme NF M 88 512 et, sauf impossibilité matérielle due au site, être construits en atelier.

2° - S'ils sont à axe vertical et construits sur chantier, ils devront être calculés en tenant compte des conditions suivantes :

a) - leur résistance mécanique devra être suffisante pour supporter :

- le remplissage à l'eau et les surpression et dépression définies au 14°,

- le poids propre du toit,

- les effets du vent et la surcharge due à la neige, en conformité avec les règles NV du Ministère de l'Équipement,

- les mouvements éventuels du sol.

b) - le taux de travail des enveloppes métalliques, calculé en supposant le réservoir rempli d'un liquide de densité égale à 1, devra être au plus égal à 50 % de la résistance à la traction.

Les réservoirs visés aux 1° et 2° ci-dessus devront être conçus et fabriqués de telle sorte qu'en cas de surpression accidentelle, il ne se produise de déchirure au-dessous du niveau normal d'utilisation.

...../

Installations électriques

22° - Toutes installations électriques autres que celles nécessaires à l'exploitation du dépôt sont interdites.

Les installations électriques du dépôt devront être réalisées avec du matériel normalisé qui pourra être de type ordinaire mais installé conformément aux règles de l'art.

Est notamment interdite l'utilisation de lampes suspendues à bout de fil conducteur.

23° - Si des lampes dites " baladeuses " sont utilisées dans le dépôt, elles devront être conformes à la norme NF C 61 710.

24° - Le matériel électrique utilisé à l'intérieur des réservoirs et de leurs cuvettes de rétention devra être de sûreté (1) et un poste de commande au moins devra être prévu hors de la cuvette.

Installations annexes

25° - Si un réservoir est destiné à alimenter une installation - (chaufferie, moteur, atelier d'emploi...), il devra être placé en contrebas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Une notice détaillée et un certificat d'efficacité de ce dispositif, fournis par l'installateur, devront être conservés avec les documents relatifs à l'installation et tenus à disposition du service chargé du contrôle des installations classées.

26° - Il devra exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé en dehors des locaux contenant les équipements précités, manœuvrable manuellement indépendamment de tout autre asservissement.

Une pancarte très visible devra indiquer le mode d'utilisation de ce dispositif en cas d'accident.

Bruit

27° - L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

(1) Est considéré comme " de sûreté " le matériel électrique d'un type utilisable en atmosphère explosive, conformément aux dispositions du décret n° 60-295 du 28 mars 1960 et des textes pris pour son application.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct devra être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage sera interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Il appartiendra à l'utilisateur, ou au tiers qu'il a délégué, à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

19° Chaque réservoir fixe devra être équipé d'une ou plusieurs canalisations de remplissage dont chaque orifice comportera un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques édictées par l'Association Française de Normalisation, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport.

En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Dans la traversée des cours et des sous-sols, les raccords non soudés des canalisations de remplissage ou de vidange des réservoirs devront être placés en des endroits visibles et accessibles, ou bien ils devront être protégés par une gaine étanche, de classe MO et résistante à la corrosion.

Plusieurs réservoirs destinés au stockage du même produit pourront n'avoir qu'une seule canalisation de remplissage s'ils sont reliés à la base et si l'altitude du niveau supérieur de ces réservoirs est la même.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice, devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

20° Si plusieurs réservoirs sont reliés à leur partie inférieure, la canalisation de liaison devra avoir une section au moins égale à la somme de celles des canalisations de remplissage.

La canalisation de liaison devra comporter des dispositifs de sectionnement permettant l'isolement de chaque réservoir.

21° Chaque réservoir devra être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne, ni obturateur.

Ces tubes devront être fixés à la partie supérieure du réservoir, au dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes.

Ces orifices devront déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils devront être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage.

Ce poste d'eau pourra être remplacé par une réserve d'eau suffisante pour assurer ce débit pendant une heure trente;

- de sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, et de pelles pour répandre ce sable sur les fuites et égouttures éventuelles.

Le personnel devra être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement à cette lutte.

Pollution des eaux -

34° Les aires de remplissage et de soutirage et les salles de pompes devront être conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.

35° Les eaux chargées d'hydrocarbures ne devront, en aucun cas, être rejetées sans au moins une décantation et une séparation préalables.

Les eaux résiduaires devront être évacuées conformément aux règlements et instructions en vigueur.

Exploitation et entretien du dépôt -

36° L'exploitation et l'entretien du dépôt devront être assurés par un préposé responsable. Une consigne écrite devra indiquer les modalités de l'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable.

Cette consigne devra être affichée, en permanence et de façon apparente à proximité du dépôt.

37° Le matériel électrique devra être maintenu en bon état. Il devra être contrôlé annuellement par un technicien compétent. Les rapports de ces contrôles devront être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

38° La protection des réservoirs, accessoires et canalisations contre la corrosion externe devra être assurée en permanence.

39° L'installation utilisée pour la décantation des eaux résiduaires devra être maintenue en bon état de fonctionnement.

40° Tous travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage pendant la nuit (machinerie, manutention, voiturage, etc..) sont interdits entre 20 heures et 7 heures.

.../...

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 relative au bruit des installations relevant de la loi sur les installations classées lui sont applicables.

28° - Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969).

29° L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Protection contre l'incendie.

30° Les réservoirs devront être reliés au sol par une prise de terre présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms. Par ailleurs, toutes les installations métalliques du stockage devront être reliées par une liaison équipotentielle.

31° Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le dépôt du feu sous une forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles.

Cette interdiction devra être affichée de façon apparente aux abords du dépôt ainsi qu'à l'extérieur de la cuvette de rétention.

32° L'emploi d'oxygène ou d'air comprimé pour assurer par contact direct la circulation des fuels lourds est interdit.

33° On devra disposer pour la protection du dépôt contre l'incendie d'au moins :

- deux extincteurs homologués NF - M.I.H. 55 B si la capacité du dépôt est inférieure ou égale à 500 m³;
- deux extincteurs homologués NF - M.I.H. 55 B et un Extincteur à poudre sur roue de 50 kg si la capacité du dépôt est supérieure à 500 m³.

Ce matériel devra être périodiquement contrôlé et la date des contrôles devra être portée sur une étiquette fixée à chaque appareil;

- d'un poste d'eau pouvant assurer un débit de 15 l/mn par mètre de circonférence du plus gros réservoir du dépôt.

.../...

Prescriptions particulières aux dépôts de liquides particulièrement inflammables.

41° Par exception aux dispositions des articles 6° et 7° du présent arrêté, les dépôts de liquides particulièrement inflammables ne peuvent être implantés en cave ou en sous-sol ni en dessous d'étages occupés ou habités.

42° Il est interdit de chauffer, par quelque moyen que ce soit, un local renfermant un dépôt de liquides particulièrement inflammables.

43° Le sol du dépôt sera recouvert de claies en bois pour éviter, d'une part, les bris des récipients en verre, d'autre part, la production d'étincelles en cas de chute de pièces métalliques telles que clés à molette, etc..., ou par frottement sur le ciment de chaussures ferrées.

44° Le dépôt ne pourra être éclairé artificiellement que par lampes extérieures placées sous verre dormant; toutes les canalisations et l'appareillage électrique se trouveront à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient du type antidéflagrant; des justifications que cette installation a été faite et est maintenue conforme à ce type pourront être demandées à l'exploitant.

45° L'emploi d'un moteur quelconque à l'intérieur du dépôt est interdit.

Prescriptions particulières aux dépôts de liquides inflammables de la 1ère catégorie (à l'exclusion des alcools).

46° Par exception aux dispositions de l'article 6° du présent arrêté, les dépôts de liquides inflammables de la 1ère catégorie ne peuvent être implantés en cave ou en sous-sol.

... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..

... ..
... ..

... ..
... ..
... ..